

# L'ANTIRACISME EST L'AFFAIRE DE TOU•TE•S. À L'ECOLE AUSSI !

Suite au meurtre de Georges Floyd par un policier le 25 mai 2020 à Minneapolis, des manifestations ont eu lieu à travers les Etats-Unis et s'en est suivi une vague d'actions en France et ailleurs pour dénoncer ces mêmes faits qui rappellent la mort d'Adama Traoré en 2016 et de nombreuses autres. Depuis de nombreuses années les violences des forces de l'ordre sont dénoncées.

A Strasbourg, ces faits de violence se sont déroulés également depuis de nombreuses années. Lors d'un transfèrement en détention, Hocine Bouras, âgé de 23 ans en août 2014, a été tué par un gendarme alors qu'il était menotté. La Cour de Cassation a jugé que le policier avait exercé une légitime défense. Pendant les manifestations des Gilets Jaunes, Lilian, âgé de 16 ans, a été blessé par un tir de LBD en plein visage alors qu'il faisait des achats au centre-ville. La plainte de sa mère a été classée sans suite par l'IGPN. Plus récemment, la période de confinement a vu un usage disproportionné de la force policière dans les quartiers populaires et nous l'avons dénoncé : <https://www.sudeducalsace.info/spip.php?article1505>

Alors que les éditorialistes (à la télévision) ne cessent d'évoquer la différence de situation entre la France et les Etats-Unis, nous ne voyons que deux facettes d'une même violence de longue date dans nos sociétés post-coloniales et post-esclavagistes. L'usage de la force est disproportionné selon sa couleur de peau, sa religion, sa croyance politique et même parfois son style vestimentaire. L'extrême-droite est de plus en plus influente au sein des forces de police, comme le démontre la visibilité du syndicat Alliance ou le vote massif en faveur du RN au sein des forces de l'ordre.

Suite aux nombreuses dénonciations portées dans tout le pays par des collectifs de personnes racisé•es, dont le comité pour Adama Traoré, le député Eric Ciotti propose une loi pour interdire de filmer les policiers pendant leur service. Comment exercer un contrôle démocratique et citoyen ou un travail journalistique honnête avec de telles propositions ? Les mesurette du ministre Castaner bannissant l'étranglement, mais introduisant le pistolet à impulsion électrique (Taser), et réitérant un refus du racisme dans la police sont insuffisantes.

Pour Sud éducation Alsace, le caractère systémique des violences et du racisme au sein de la police (contrôles au faciès, humiliations, tortures et violences,...) comme dans le reste de la société doit être reconnu.

## L'ECOLE N'EST PAS ÉPARGNÉE

Dans l'éducation également la lutte contre le racisme doit devenir une priorité tant l'institution y est en proie. De façon régulière depuis environ 10 ans ce sont les mères voilées que l'on tente d'éloigner des sorties scolaires au nom d'une laïcité instrumentalisée. Faudra-t-il rappeler qu'en octobre 2019, lors d'une sortie scolaire, une des accompagnatrices est prise à partie par le président du groupe RN au conseil régional de Franche-Comté-Bourgogne, lui intimant de retirer son voile. Dans la foulée le ministre Blanquer renchérissait par une sortie islamophobe en déclarant que « le voile n'était pas souhaitable dans notre société. »

**Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace**

**1, rue Sédillot**

**67000 Strasbourg**

**sudeducalsace@gmail.com -- [www.sudeducalsace.info](http://www.sudeducalsace.info)**

**éducation**  
**Sud** ALSACE  
Union  
syndicale  
**Solidaires**

Alors qu'on nous demande d'enseigner la république et de transmettre ses valeurs, force est de constater que l'expérience sociale des élèves racisé•es leur font perdre tout leur sens : racisme ordinaire, contrôles d'identités au faciès abusifs et répétés, racisme à l'embauche que peuvent subir leurs proches et malgré l'obtention de diplômes qualifiants, humiliation en raison de leurs origines ou leur religion,...

Bien souvent, ce sont les élèves pauvres et racisé•es qui connaissent les trajectoires scolaires les plus discriminantes avec des difficultés liées à la scolarisation en éducation prioritaire, une surreprésentation dans les filières technologiques et professionnelles malgré les aspirations de leurs familles et une gestion régulièrement différenciée des questions disciplinaires. A cela s'ajoute Parcoursup qui trie socialement et pénalise les élèves issus des quartiers populaires dans leur accès à l'enseignement supérieur en raison d'une orientation précoce dans les filières professionnelles comme l'ont montré les mobilisations aux lycées Aristide Briand ou Couffignal à Strasbourg en décembre 2018.

En dépit de beaucoup d'intentions affichées et de journées commémoratives (en mémoire de l'esclavage, contre le racisme,...) l'éducation nationale est traversée par les mêmes discriminations que le reste de la société. Alors qu'elle devrait être le lieu d'une réflexion critique et d'une conscientisation sur le racisme systémique (et sur les rapports sociaux en général), l'Ecole ne se donne pas réellement les moyens de lutter contre. La formation à destination des personnels demeure insuffisante voire complètement inexistante. La place occupée par la lutte contre le racisme et les discriminations dans les programmes y est trop vaguement délimitée alors que c'est un fondement de l'école. La vision euro-péo-centrée des programmes d'histoire-géographie en collège/lycées et l'absence de perspective décoloniale entretiennent les mêmes mécanismes d'exclusion.

**L'antiracisme est l'affaire de tou•te•s, même à l'école. Pour cela, Sud éducation Alsace revendique dès maintenant :**

- Un véritable plan de lutte contre les stéréotypes et discriminations racistes systémiques ;
- L'arrêt de la stigmatisation des accompagnatrices voilées ;
- Pour les personnels la mise en place d'un plan de formation sur l'antiracisme à l'échelle académique avec des contenus critiques et des méthodes issues des pédagogies radicales ;
- Une adaptation des programmes qui permet le développement du relativisme culturel chez les élèves et fait sortir nos disciplines de la masculinité blanche dans laquelle elles sont inscrites ;
- L'arrêt des expulsions des élèves sans-papiers et de leurs parents et la régulation de tou•te•s les sans papiers ;
- L'arrêt définitif de la machine à trier et la création de places pour les élèves et de postes pour les enseignant•es en accord avec les aspirations d'orientation des tou•te•s les élèves ;

**Sud éducation Alsace apporte tout son soutien aux collectifs qui appellent à manifester contre le racisme et les violences policières.**

**RASSEMBLEMENT DIMANCHE 14 JUIN À 14H À LA PLACE KLÉBER À STRASBOURG**

**Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace**

**1, rue Sédillot**

**67000 Strasbourg**

**sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info**

